

# SNV Mali

# Rapport Annuel

# 2012

Un partenaire de référence



Organisation  
Néerlandaise de  
Développement



# Un partenaire de référence

## Mission

- Développement inclusif
- Changement systémique
- Appropriation locale
- Solutions tenant compte du contexte

## Secteurs

- Agriculture
- Energie renouvelable
- Eau, hygiène et Assainissement

## Rôles

- Services d'appui-conseil
- Réseaux de connaissance
- Plaidoyer basé sur les résultats

**SNV**

Connecting People's Capacities

SNV Mali  
Rapport Annuel  
2012

Un partenaire de référence

# L'Organisation Néerlandaise de Développement

Présente au Mali depuis 1979 avec l'objectif de soutenir les acteurs locaux pour renforcer leur performance afin de parvenir effectivement à une réduction de la pauvreté et une bonne gouvernance, la SNV est une organisation de développement internationale à but non lucratif qui intervient dans 38 pays en développement en Afrique, en Asie et, en Amérique latine. Créée en 1965 aux Pays-Bas, nous aidons à autonomiser les communautés locales, les entreprises et les organisations en vue de briser le cycle de la pauvreté en leur donnant les outils, les connaissances et les relations nécessaires pour accroître leur revenu et avoir accès aux services de base. Nous le faisons en fournissant des services de conseil, à travers un réseau de connaissances et en appuyant le plaidoyer dans les secteurs de l'agriculture, de l'eau, l'assainissement et de l'hygiène, ainsi que des énergies renouvelables.

## 3 rôles

Le travail de la SNV dans chaque secteur cherche délibérément à combiner trois rôles spécifiques liés au Conseil, à la Connaissance et au Plaidoyer.

- Des services d'appui-conseil pour créer des solutions efficaces avec un impact local
- Des réseaux de connaissance afin de développer, partager et amplifier les connaissances
- Un plaidoyer basé sur les preuves soit un environnement favorable pour des solutions ayant un impact local

## Mission et Vision

La SNV se dédie à une société dans laquelle toutes les personnes, sans distinction de race, de classe ou de sexe, jouissent de la liberté de poursuivre leur propre développement durable.

Nos résultats suggèrent l'existence de quatre facteurs de succès essentiels pour les initiatives de SNV :

**Le développement inclusif** : écoute active et engagement auprès des plus démunis.

**Le changement systémique** : aide à l'amélioration de performances dans un contexte de changement.

**L'appropriation locale** : accompagnement des plus démunis dans la définition de leurs propres objectifs et la recherche de partenaires locaux.

**L'apport de solutions contextualisées** : ajustement au cas par cas.

## Des thèmes transversaux

Dans chacun des secteurs d'intervention, la SNV accorde une attention particulière à la prise en compte des thèmes ci-après :

### L'inclusion du genre

L'inclusion du genre est une valeur de travail et fait partie intégrante de nos approches/méthodes de gestions tant internes qu'externes. Nous y accordons une attention particulière dans l'accompagnement de nos partenaires. Des analyses genre spécifiques sont conduites au sein des organisations afin de dégager des trajets spéciaux de renforcement pour la prise en compte des aspects de disparité détectés. La SNV s'est engagée à appuyer le Groupe PTF Genre dans son accompagnement auprès du Ministère de la Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille pour la mise en œuvre de la Politique Nationale Genre.

### La formation professionnelle

La SNV Mali dans sa stratégie 2012 - 2015, envisage de développer une approche globale conceptuelle qui traduise une vision plus large des services de renforcement des capacités facilement évaluables et spécifiques à ses trois secteurs leads : Agriculture, Energies Renouvelables, Assainissement, Hygiène et Eau (WASH). Pour ce faire, elle a retenu 2 axes d'intervention qui sont le développement du professionnalisme des acteurs des chaînes de valeurs agricoles et l'établissement de liens de partenariats avec les institutions de formation professionnelle et de développement de connaissances. Une convention de collaboration signée entre avec l'Institut Polytechnique Rural de Formation et de Recherche Appliquée (IPR/IFRA) a conduit à la mise en œuvre d'une recherche action sur l'impact des interventions de la SNV sur la sécurité alimentaire dans le cercle de Dioïla dont les résultats seront diffusés en 2013.

### La gouvernance pour l'autonomisation

Ce concept souligne la valeur que nous accordons à l'autonomisation des populations pauvres et des groupes marginalisés comme fondement du développement durable. L'efficacité des systèmes de gouvernance pour assurer le développement pour tous dépend dans une large mesure de leur capacité à atteindre l'équité et la responsabilisation des citoyens individuellement et collectivement.



## La Localisation

Le rôle de la SNV évolue résolument depuis plusieurs années vers une fonction de soutien, facilitant le savoir-faire des partenaires locaux du développement, plutôt que conduisant des processus de développement pour et au nom des plus démunis. Ainsi, la collaboration avec les organisations locales de renforcement de capacités, dans l'esprit du transfert de compétences, représente un axe d'intervention important de notre stratégie.

Cette collaboration vise à constituer une expertise locale sur les différentes thématiques d'intervention de la SNV et à faire en sorte que ces organisations puissent, à terme, prendre le relais de la SNV et en assurer la réplication des expériences. L'approche conseil de la SNV intègre donc le souci d'appropriation dans une perspective d'autonomisation des organisations locales.

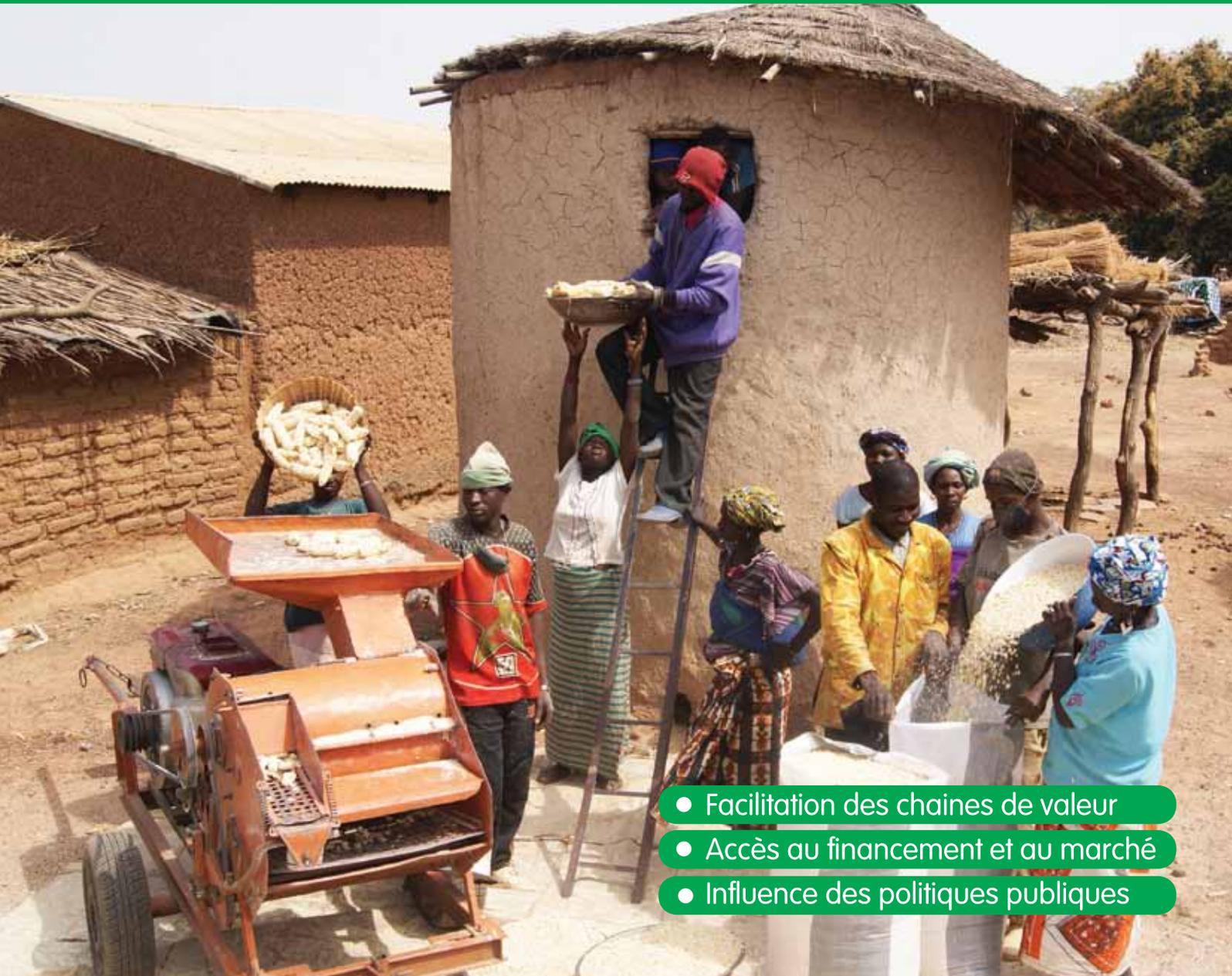
En 2012, plusieurs rencontres ont été initiées dans le but d'aider les organisations locales de renforcement de capacités à mieux se structurer en se dotant de document de gestion nécessaire, d'équipement et de ressources humaines de qualité. Elles ont aussi pour certaines d'entre elles, pris part à des ateliers de formation dispensés par la SNV en vue de renforcer leur connaissance dans la provision de services d'appui-conseil et dans le suivi-évaluation de projets. Dans le même temps, des mécanismes et des outils ont été développés afin de mieux les impliquer dans la gestion, le suivi et l'évaluation de leur travail et les résultats.

Le nombre d'heures de travail de la SNV effectué par les organisations locales de renforcement de capacités en décembre 2012 s'élevait à 6914 heures soit 33% des heures de travail de la SNV. Nous avons collaboré avec 55 organisations locales de renforcement de capacité dans tous nos secteurs d'intervention.

Liste des organisations locales de renforcement de capacité avec lesquelles nous avons collaboré en 2012

AGRICULTURE	ENERGIE RENOUVELABLE	EAU, HYGIÈNE ET ASSAINISSEMENT	AUTRES
BEGIP SARL BEDR GEFAD URCGR CEMK-DD CAAD ONG DIGNAFRIC DIGNAFRIC Sikasso G.I.E. FAAMUYASO FITINE CONSULT GIE YIRIWA SIRA CERFADE DIARRA ANKA GROUP THIERO AGRI CONSEILS MAL	KONTE BERCAP BIOMASE MALI CARP MALI LCB DEMBELE Samaké LAKANASO KONAXION VADR MALE VISION	CR-ONG Koulikoro GRAADECOR H & A CONSULT SADEVI	ALTUS MAGUIRAGA Centre Aoua Keïta Institut FPT SADEVE UNIVERS MANAGEMENT VISION GBAH

Accroître les **revenus** et assurer la **sécurité alimentaire** pour plus de **240.000** exploitations familiales agricoles au Mali



- Facilitation des chaînes de valeur
- Accès au financement et au marché
- Influence des politiques publiques



## AGRICULTURE

La dynamique changeante des systèmes de production agricole liée aux changements climatiques, la demande en hausse des produits agricoles, et la récente flambée des prix alimentaires et énergétiques soulèvent la nécessité d'une attention accrue au secteur de l'Agriculture. Nos interventions qui portent sur les sous-secteurs coton/céréales, élevage/pastoralisme et oléagineux favorisé tout au long de l'année le développement économique local grâce au développement d'une approche pro-pauvre des chaînes de valeur. Notre accompagnement aux organisations paysannes d'agriculteurs et des éleveurs-pasteurs a permis d'améliorer leurs performances afin d'assumer plus de responsabilités dans le développement agricole, la défense des intérêts de leurs membres et leur représentation professionnelle dans la formulation et le suivi des politiques agricoles, et pastorales. Nous avons soutenu la promotion de plateformes multi-acteurs articulées autour des chaînes de valeur afin d'accroître les partenariats public-privé pour le développement local économique

L'approche privilégiée du secteur est le développement des chaînes de valeurs. Nous appuyons les chaînes de valeur afin de permettre aux petits producteurs, aux populations pastorales et aux organisations paysannes de saisir les opportunités de marché. Cette approche impacte positivement sur les économies locales et la sécurité alimentaire en assurant la disponibilité de produits locaux prêts pour la consommation et la commercialisation.

En 2012, pour mieux répondre aux besoins des groupes cibles, la SNV Mali a élaboré trois programmes dans le secteur de l'Agriculture.

### **Composante 1. Programme d'Appui à la Valorisation des Produits d'Élevage (PAVAPE) :**

Au Mali, le secteur de l'élevage occupe au moins 80% de la population rurale et contribue pour plus de 15% au PIB du pays. La SNV contribue à l'accroissement durable et équitable des revenus des pasteurs et agropasteurs maliens (hommes et femmes) grâce à une meilleure valorisation des produits et sous-produits de l'élevage à travers un accompagnement de proximité (organisations de producteurs, collectivités territoriales décentralisées).



Nos interventions ont porté au cours de l'année 2012 sur la facilitation de l'accès au fourrage et autres ressources naturelles à travers la participation active des éleveurs-pasteurs à la mise en œuvre des conventions locales ainsi que l'appui à l'amélioration de la gestion des stocks d'aliment bétail. Notre appui à la FEBEVIM (Fédération Bétail Viande au Mali) a concerné la conduite d'un trajet de plaidoyer afin de mobiliser de l'aliment bétail et des produits vétérinaires pour les pasteurs et agropasteurs des zones de conflit (Ouest, centre et Nord du Mali). Cet accompagnement a permis l'élaboration d'un projet comportant des actions d'urgence et structurelles sur la base d'une analyse actualisée du contexte en 2012. Une proposition de financement a été soumise à la FAO qui s'est montrée intéressée et pourrait donc donner lieu à une concrétisation d'intervention en 2013.

Dans le cadre de notre partenariat avec l'Union Régionale de la Filière Bétail Viande de Sikasso, nous avons soutenu l'approvisionnement régulier en aliment bétail à travers la mise en place d'un fonds de roulement, devant permettre d'augmenter progressivement les quantités distribuées et de pérenniser l'action. Ce fonds a servi pour l'achat de 280 tonnes d'aliment bétail dont les membres de 7 unions locales (niveau cercle) et 3 coopératives ont directement bénéficié en 2012. Par ailleurs 36 membres du comité de gestion de l'Union Régionale ont été formés et sont aujourd'hui capables d'élaborer et tenir les documents de gestion de leur structure. L'étude de faisabilité de la filière lait menée au cours de l'année 2012 permettra très prochainement à la SNV de démarrer les interventions pour approfondir ses connaissances au niveau de cette filière.

Afin de créer un environnement favorable dans le sous-secteur de l'élevage, la SNV en collaboration avec le programme PCDA de la Banque Mondiale ont appuyé la FEBEVIM dans un processus d'établissement de l'interprofession qui sera en charge des questions de politique et de réglementation relatives à l'élevage-pastoralisme. Ce modèle d'organisation permettra aux différents acteurs de travailler ensemble au développement de leur filière en collaborant mieux et en mettant l'accent sur la complémentarité et la répartition équitable des revenus de la filière viande. Par ailleurs, 153 auditeurs des municipalités (maires et conseillers) ont pris part à des sessions de formation et d'information sur les lois nationales du secteur telles que la charte pastorale ou encore le décret de transhumance pour approfondir leur connaissance dans le domaine et mieux appréhender les rôles et responsabilités des différents acteurs.

## **Illustration 1 : Comment assurer la disponibilité et l'accessibilité de l'aliment de bétail ?**

### *Les leçons de l'Union Régionale Filière Bétail Viande de Sikasso*

La région de Sikasso est la deuxième région la plus importante pour l'élevage de bovins au Mali. Pour faire face aux déficits fourragers quantitatifs et qualitatifs qui sont fréquemment observés en saison sèche, les éleveurs introduisent dans la ration des animaux l'aliment de bétail qui est produit à partir des graines de coton. Les éleveurs ont néanmoins un accès limité à l'aliment bétail en raison de leur disponibilité irrégulière et de l'éloignement des points de ventes. Un service d'approvisionnement était en place au niveau de l'Union Régionale Filière Bétail Viande (UR FBV) de Sikasso mais le nombre de membres ayant bénéficié de ce service est longtemps resté limité en raison des faibles capacités financières et organisationnelles de l'union.

De 2010 à 2011, la SNV a appuyé l'UR FBV de Sikasso dans le cadre du Projet d'Appui à la Productivité de l'Élevage (PAPE). L'union a bénéficié d'une subvention qui devait permettre la vente de 300 tonnes d'aliment de bétail à au moins 30% des membres de l'organisation. Les bénéfices générés par les ventes devaient permettre le réapprovisionnement à la



campagne suivante. Il était donc indispensable d'établir des procédures de gestion et de suivi qui assureraient la durabilité du système d'approvisionnement. Une des premières activités menées a été la planification de l'approvisionnement. Cette étape incluait le recensement des besoins, la contractualisation avec les fournisseurs et l'organisation de la distribution. Parallèlement, les méthodes et outils de gestion du fonds de roulement et des stocks ont été créés. Les unions locales et les coopératives appartenant à l'UR FBV de Sikasso étaient responsables de la vente de l'aliment bétail. L'UR FBV de Sikasso était pour sa part responsable pour mettre en place le système d'approvisionnement, effectuer le suivi des opérations de vente et élaborer le bilan annuel et la programmation des activités. L'UR FBV était aussi en charge du renforcement des capacités des unions locales et des coopératives à travers l'organisation de formations et la fourniture de services d'appui-conseils. Pour sa part, la SNV Mali a mis à disposition le fonds de roulement, élaboré les outils de gestion et appuyé l'UR FBV de Sikasso dans l'organisation des activités de renforcement des capacités. Ces dernières incluaient la formation de 36 membres des comités de gestion, la réalisation de six missions conjointes d'appui conseil et la tenue de deux ateliers bilans. Des activités ont aussi été organisées afin que l'UR FBV de Sikasso maîtrise les procédures de passation des marchés.

Le projet a permis l'achat et la livraison de 340 tonnes d'aliment bétail depuis 2 années. Les activités de vente de proximité ont été réalisées dans 16 points de vente gérés par 7 unions locales et de 9 coopératives. Un total de 419 bénéficiaires a été enregistré en 2010 et 1 081 bénéficiaires en 2011. L'amélioration de l'accès des éleveurs à l'aliment bétail a entraîné des effets positifs sur la productivité des troupeaux, notamment en limitant les pertes de poids en saison sèche. L'amélioration des productions de viande et de lait a contribué à accroître les revenus des familles agropastorales. Du point de vue organisationnel, cette activité a consolidé la structuration de l'UR FBV de Sikasso à travers l'instauration de mécanismes de suivi et d'appui aux organisations de base. Les activités de renforcement de capacités ont joué un rôle clé dans la réussite de l'intervention.

## **Composante 2. Programme de Renforcement du Pouvoir Economique des Femmes par les Filières Oléagineux Sésame & Karité (PREFOSEK) :**

Environ 48% de la population féminine malienne est active dans le secteur de l'agriculture, majoritairement dans le secteur dit informel de la commercialisation primaire et de la transformation avec un faible ou sans niveau de qualification professionnelle. Les femmes ont un accès limité et contrôlent très peu les ressources productives que sont la terre, les intrants, l'équipement ou le crédit. Nous soutenons les collectivités territoriales, les organisations de la société civile, les services de l'Etat, clients ou partenaires en vue du renforcement du leadership féminin, de la promotion des droits de la femme et de l'institutionnalisation du genre.

2 principales unions de producteurs de Sésame et de karité ont bénéficié des interventions de la SNV dans le cadre de l'appui aux filières Oléagineux. Il s'agit de l'Union des producteurs de Sésame de Koutiala et de l'Union Locale des Productrices de Karité de Dioïla comptant respectivement 1628 membres et 800 membres. Pour atteindre les objectifs de renforcement du pouvoir économique des femmes de ces unions, il était important de centrer les interventions de 2012 sur une bonne organisation interne et sur l'accroissement de la production et la commercialisation de produits de qualité.

En collaboration avec le réseau national de karité (SIDO) et l'Union Locale des Productrices de Karité de Dioïla, 54 producteurs et productrices de sésame de karité ont été initiés et formés sur l'approche « chaîne de valeur » et 65 producteurs et productrices de sésame ont été formés sur les techniques d'amélioration de la qualité du sésame.

Le renforcement organisationnel de l'Union de sésame a permis la tenue régulière des réunions avec un intérêt manifeste des membres quant au développement de leur Union. 1202 producteurs ont amélioré leurs revenus grâce à une organisation à la base dans le cadre de la commercialisation du sésame. L'union a vendu 80 tonnes de sésame à son partenaire Prosema et appliqué un prix de vente de 400Fcfa/Kg au lieu de 250 Fcfa lors des années précédentes.



Dans la logique d'accès à de nouveaux marchés et d'amélioration du revenu des membres de l'Union Locale des Productrices de Karité de Dioïla, la SNV a facilité en 2004, la mise en relation de l'union avec l'entreprise SIVOP basée au Sénégal. Suite aux différents échanges entre les 2 structures et des tests concluants sur les échantillons de beurre de karité de l'Union, SIVOP lui a fait une première commande ferme de 2 tonnes de beurre. En 2005, le volume de la commande est passé à 4 tonnes, puis à 6 tonnes en 2006. De nos jours, ce partenariat commercial est solidement scellé et depuis ces deux dernières années le volume des commandes oscillent entre 09-12 tonnes par an. Ce volume pourrait être d'ailleurs plus important selon la SIVOP (12 -15 tonnes par an) si l'Union arrive à améliorer certaines caractéristiques physiques de son beurre dont l'hygrométrie (en dessous de 70%) et le taux d'impuretés (en dessous 0,5%).



## Illustration 2 : Un Certificat de reconnaissance pour la SNV

L'appui technique de la SNV à la filière karité depuis plus de 7 ans a permis une forte émergence des organisations féminines avec un revenu amélioré. Cet appui a renforcé leur positionnement stratégique sur le marché national et leur reconnaissance sur le marché Africain, en tant que productrices et transformatrices (l'Union des Producteurs de karité des cercles de Dioïla et Koulikoro, l'Union Locale des Transformatrices des produits agricoles de Koulikoro).

Plus de 11 995 femmes soit 65,17% des membres de 14 Unions de producteurs ont bénéficié à travers le programme de Développement Economique et Rural de la Région de Koulikoro (DERK), d'accompagnement pour le renforcement de leur capacité. Ces renforcements ont porté sur le développement organisationnel, l'accès au crédit, des visites d'échanges dans la sous-région, la diversification, l'amélioration et le marketing des produits et l'accès à des opportunités de marché. Les renforcements techniques des femmes corroborés par des trajets de leadership pour le changement les ont aidées à être de véritables actrices dans les interprofessions paysannes et à occuper des postes électifs. Le pourcentage de représentation des femmes dans les instances de gestion des unions en 2012 était de 44,46% soit une augmentation de plus de 30%.



A titre d'exemple, Madame Touré Fanta DIARRA présidente de l'Union Locale des Productrices de Karité (ULPK) est Conseillère Communale à Niantjila et Madame Kadiatou LAH (FNK) est membre du Comité Exécutif de l'Alliance Mondiale pour le Karité « GLOBAL SHEA ». Enfin, il faut souligner que les productrices de karité encadrées par la SNV-Mali ont amélioré leurs revenus jusqu'à 44.000 F CFA contre 12.000 F CFA dans les zones non encadrées.

En visite au Mali, Mr Allert van den Ham, Directeur Exécutif de la SNV mondiale, a eu le privilège de recevoir des mains de Madame le Député, Mariko Sidibé, un certificat de reconnaissance ainsi qu'un Ciwara, symbole Malien de l'excellence, décerné par la Fédération Nationale de Karité pour l'appui de la SNV à la filière Karité au Mali.

### **Composante 3. Programme de Renforcement des Organisations de Producteurs pour la Sécurité Alimentaire & l'accès aux Marchés (PROSAM) :**

L'insécurité alimentaire et la malnutrition sont élevées au Mali. 12% de la population est sous-alimentée ; 27,9% des enfants de moins de 5 ans présentent une insuffisance pondérale et le taux de mortalité infantile est de 19,1%. Nos interventions visent à améliorer la situation économique, nutritionnelle et alimentaire de ménages agricoles ruraux grâce à un meilleur accès aux services de conseils-agricoles délivrés par leurs propres organisations renforcées.

Depuis quelques années, les organisations de producteurs de coton en partenariat avec la SNV fournissent un service de conseil agricole aux producteurs pour une gestion plus équilibrée de leurs fermes grâce au Conseil à l'Exploitation Familiale. Il s'agit d'une démarche globale qui vise, à l'aide d'outils simplifiés, à renforcer les capacités d'analyse et de planification des producteurs et de leur famille à travers des méthodes d'apprentissage et d'aide à la décision, le développement de réseaux d'échanges de techniques et savoirs locaux de paysans à paysans dans le but d'améliorer les résultats de leurs exploitations, l'autosuffisance alimentaire et un accroissement des revenus.



Par ailleurs, l'approche du Conseil à l'Exploitation Familiale, contrairement à la vulgarisation classique, intègre toutes les activités et implique tous les membres de l'exploitation familiale.

En 2012, les activités ont été orientées sur la mise à échelle de la fourniture de services de qualité des organisations paysannes à leurs membres. Nous avons collaboré avec 4 Unions Régionales des Centres de Gestion Rurale (Bougouni, Sikasso, Koutiala et Fana) afin de fournir des formations à 1 561 membres des coopératives de 520 villages sur le Conseil à l'Exploitation Familiale, l'enregistrement de données, la tenue de documents de gestion et financier de leurs structures. 14 sessions de revues annuelles ont été tenues pour présenter les progrès faits par les exploitations agricoles faisant usage du Conseil à l'Exploitation Familiale. Environ 730 exploitations ont élaboré un bilan dont 83% ont augmenté leur production et 60% d'entre elles ont enregistré un rendement supérieur à la moyenne de rendement du coton et des céréales dans la région.

8 plateformes multi-acteurs ont été mises en place à Koutiala, Dioïla, Niono et Sikasso autour des chaînes de valeur maïs, patates, riz, karité, sésame, mangue et pois sucrée. Plus de 175 participants aux formations ont pu développer leurs connaissances en planification et suivi, et sur l'approche basée sur le développement des Systèmes d'Entreprises Agricoles Compétitives, ce qui a conduit à une meilleure collaboration et action collective entre le gouvernement local, les acteurs des chaînes de valeur et les services publics pour ensemble contribuer au développement économique local. Le développement de ces plateformes a aussi facilité l'accès des producteurs aux intrants et aux crédits financiers grâce à de meilleures interactions et négociations.

Nos activités dans le cadre de la facilitation d'un environnement favorable ont aussi mené à la formation des membres de l'Association des Organisations Professionnelles Paysannes de Sikasso, en développement de l'entrepreneuriat paysan afin de faire de la sécurité alimentaire une réalité dans la région. Nous avons avec nos partenaires tels que ICCO, Agri Pro Focus, l'Association des Organisations Professionnelles Paysannes, et le conseil régional de Sikasso, organisé la 1ère édition de la foire agricole de Sikasso qui a permis entre autres objectifs, de renforcer la coopération et les échanges d'expériences entre les membres de l'Agrihub et les praticiens du développement agricole et rural et également de favoriser les échanges de pratiques entre acteurs du développement agricole & rural au niveau régionale et interrégionale.

### Illustration 3: Session de présentation d'un bilan économique et financier du village de Zambalabougou

L'appui de la SNV à la coopérative des producteurs de coton de Zambalabougou débuté il y a 3 années, consiste à faciliter l'application de la réforme du secteur cotonnier en renforçant les capacités des producteurs à mieux comprendre et jouer leur rôle mais aussi à assurer la bonne gouvernance/transparence dans la gestion des revenus pour une redistribution équitable. Notre accompagnement à l'Union Régionale de Fana ainsi que le Centre de Gestion Rural a inclus en 2012 des activités de formation et d'information pour l'augmentation du nombre des coopératives-membres de l'union et le renforcement des capacités de 620 leaders pour la tenue des documents de gestion.



Processus du Conseil de Gestion Rurale aux coopératives.

En Février 2012, lors d'une assemblée villageoise de présentation du bilan économique et financier de l'exercice 2011, l'on a assisté à une première restitution qui présentait les comptes d'actifs et du passif qui s'équilibraient à 36'785 euros. La seconde étape de l'assemblée a permis de présenter les comptes de résultats avec un chiffre d'affaires de 65'618 euros pour une valeur ajoutée de 316 euros et un solde positif de 114 euros.



Les discussions entre producteurs ont porté sur la faiblesse du résultat d'exercice et les participants ont analysé les possibilités d'amélioration de leurs produits en optant surtout pour la réduction des dépenses. Indexant l'inefficacité des produits phytosanitaires comme responsable de la baisse des rendements du coton, certains producteurs ont souligné la responsabilité de la Compagnie Malienne de Développement Textile (CMDT) et des fournisseurs d'intrants. Le Chef Secteur de la CMDT qui assistait également à l'assemblée villageoise, a

demandé que les producteurs veillent à faire les traitements à bonne date et à utiliser les quantités recommandées pour garantir l'efficacité des produits phytosanitaires.

D'une manière générale, il est ressorti que tous les producteurs ont reçu l'intégralité de la valeur du coton vendu déduction faite des crédits intrants.

Depuis seulement deux ans, les revenus de la vente du coton ont permis à la coopérative de:

- Financer la construction d'un magasin d'une valeur de 306 euros
- Financer la construction d'un centre de santé de 2'030 euros
- Construire une salle de classe et assurer le paiement du salaire de l'enseignant
- Acheter un pont à bascule de 458 euros
- Acheter une moto de 611 euros pour les déplacements du secrétaire et certains membres.
- La coopérative a facilité l'accès à un crédit de 5000 euros à 11 familles membres.
- La valeur des pesticides et engrais utilisés par la coopérative en 2011 s'élevait à 29'5015 euros

L'intervention de la SNV a permis aux producteurs d'explorer eux-mêmes les solutions possibles pour améliorer leurs recettes. La redevabilité et la transparence dans la gestion des ressources collectives aussi bien à l'échelle villageoise que dans toutes organisations de quelque nature et de quelque échelle que ce soit restent importantes. L'union des petits producteurs leur permet d'être plus fort dans la défense de leurs intérêts, de mieux produire et d'être plus compétitif dans un marché hautement concurrentiel.

## Le programme des cantines scolaires :

### *Faciliter l'accès des petits producteurs agricoles à des opportunités de marché à travers les programmes de cantines scolaires*

En 2011, la SNV a démarré un projet de 4 années qui vise à améliorer la gestion de l'approvisionnement des programmes de cantines scolaires. Le projet d'un montant total de 7,5 million de dollars, subventionné par la Fondation Bill & Melinda Gates, ambitionne d'améliorer les moyens de subsistance des petits producteurs agricoles en Afrique subsaharienne, en particulier les femmes, en leur fournissant des opportunités de marché à travers les programmes nationaux de cantines scolaires qui encouragent la bonne gouvernance

dans la gestion d'approvisionnement des secteurs public et privé. Nous travaillons en étroite collaboration avec les autorités administratives, les collectivités locales, les organisations locales de renforcement de capacités, les organisations paysannes à la base, et le secteur privé et d'autres partenaires au Ghana, au Kenya et au Mali pour mener à bien ce programme.

Dans certains pays en développement, les programmes de cantines scolaires incitent les familles à inscrire leurs enfants à l'école et de ce fait à améliorer leur niveau d'éducation. Ces programmes ont l'avantage de fournir aux enfants un régime nutritionnel équilibré mais le plus souvent ne font pas le lien entre ces opportunités de marché et les producteurs locaux.

Le présent projet appuie les programmes nationaux de cantines scolaires existant, dans leur effort d'utiliser des produits locaux en améliorant la capacité des petits producteurs agricoles à participer efficacement en tant que fournisseurs à ces programmes. En prenant part à ces opportunités de marché représentées par les programmes nationaux, les petits producteurs agricoles, dont la majorité est constituée de femmes, augmentent les revenus de leurs ménages et ceux des communautés avoisinantes. Les bénéficiaires sont principalement destinés à 26000 petits producteurs agricoles des 3 pays d'intervention à travers une formation et un soutien direct. 78 000 agriculteurs supplémentaires profiteront indirectement du projet en bénéficiant également des informations et des meilleures pratiques de gestion d'approvisionnement du secteur public et privé. Le projet aspire à long terme, à améliorer les moyens de subsistance de milliers d'agriculteurs supplémentaires et de leurs familles au-delà des trois pays impliqués, et ce, grâce à la réplication et l'extension des bonnes pratiques. Par ailleurs, à mesure que les projets prendront de l'ampleur, des millions d'enfants bénéficieront de repas de qualité et d'une meilleure nutrition tout en perfectionnant leur éducation scolaire fondamentale.

En 2012, la SNV a participé à l'élaboration de la loi d'orientation sur l'alimentation scolaire et la stratégie nationale de suivi évaluation en collaboration avec l'ONG Partnership for Child Development (PCD) et le Centre National des Cantines Scolaires. Nous avons organisé des ateliers pour le renforcement des connaissances des radios rurales sur l'alimentation scolaire et sur une meilleure compréhension des rôles et responsabilités des acteurs. Le diagnostic des unions d'agriculteurs de Kolokani, de Banamba et Sikasso a permis de faire l'état des lieux de la commercialisation en termes de pratiques en cours, des forces et des faiblesses et



a également facilité l'établissement de plans de renforcement de capacité. Notre appui à l'union de Koulikoro a porté sur le montage de son dossier de crédit de commercialisation, la formation, l'élaboration de plan de commercialisation, et l'intermédiation auprès d'une institution financière pour l'augmentation de son budget de campagne de commercialisation. Une autre activité majeure a été l'appui à l'organisation des premières concertations multi-acteurs dans les cercles de Banamba, Kolokani, Koulikoro, Nara, Sikasso sur la participation des agriculteurs à l'approvisionnement des cantines scolaires et le renforcement de la collaboration entre acteurs.

## Illustration 4 : Les acteurs se concertent pour l'approvisionnement des cantines scolaires au Mali

Malgré l'immense opportunité d'affaire et de facteur au développement économique que représente l'approvisionnement des cantines scolaires, l'implication des agriculteurs locaux dans les programmes d'alimentation scolaire (Alisco) n'est pas encore une réalité au Mali.

Afin de contribuer à la stratégie de pérennisation du programme national d'alimentation scolaire, la SNV Mali a initié en septembre 2011, avec l'appui financier de la Fondation Bill & Melinda Gates, un programme qui vise essentiellement à améliorer le système de gouvernance de la chaîne d'approvisionnement et favoriser et renforcer la participation des petits agriculteurs locaux aux programmes d'alimentation scolaire à travers la fourniture des cantines scolaires en vivres produits localement.

L'assistance de la SNV a consisté au cours de l'année dernière à l'initiation de concertations pour apprécier les modalités de participation des agriculteurs dans l'approvisionnement des cantines scolaires en vivres et a visé essentiellement une collaboration avec et entre les collectivités territoriales (mairies), les Comités de Gestion Scolaire, et les organisations d'agriculteurs. Par ailleurs, l'assistance de la SNV a concerné et s'est faite dans le cadre de partenariat avec le Centre National des Cantines Scolaires, les services déconcentrés de l'éducation et le service de tutelle des organisations d'agriculteurs en occurrence la Chambre d'Agriculture. Il faut rappeler qu'un défi majeur relevé est le manque de collaboration directe entre les agriculteurs et les collectivités bien que leur coopération pour l'approvisionnement des cantines présente de nombreux avantages pour chacun d'eux.

Les unions d'agriculteurs ont été choisies par la SNV comme porte d'entrée pour favoriser et faciliter la participation des agriculteurs locaux à l'approvisionnement des cantines scolaires en vivres. A ce jour, les concertations sont initiées dans les 5 cercles d'intervention que sont Banamba, Kolokani, Koulikoro, Nara, Sikasso et regroupent 15 mairies ; 37 comités de gestion scolaire ; 4 unions d'agriculteurs, 2 académies d'enseignement, 6 Centres d'Animation Pédagogique, 4 Délégations locales de la chambre d'agriculture et le Centre National des Cantines Scolaire.

Dans son approche, la SNV a privilégié et favorisé la recherche de solutions à leurs préoccupations par les acteurs eux-mêmes. Elle a joué essentiellement les rôles de facilitateur, de médiateur et de formateur. Les concertations organisées ont permis d'harmoniser les vues des parties prenantes (collectivité, CGS et organisation d'agriculteurs) par rapport à la participation des agriculteurs dans l'approvisionnement en vivre des cantines scolaires assistées par l'Etat et d'élaborer une feuille de route pour matérialiser la future collaboration entre les parties prenantes incluant des propositions d'éléments stratégiques et des actions prioritaires.

**En somme, les ateliers marquent le commencement de vraies réflexions ou initiatives pour impliquer les agriculteurs locaux dans l'approvisionnement des cantines scolaires en vivres produits localement.**

Ces premiers ateliers ont permis aux acteurs d'apprécier l'opportunité économique que représente l'Alisco au-delà de la fonction alimentation. A titre illustratif, pour 300 pensionnaires (moyenne par école dans les cinq cercles d'intervention du programme) le besoin estimatif en vivres (céréales) est d'environ 5 tonnes l'an soit 108 jours de repas. Et le nombre d'école moyen par commune soutenu par le programme est de 2.5, ce qui donnerait un besoin estimatif annuel en vivres de 10 tonnes par commune.

Améliorer les conditions **socio-économiques**  
de plus de **36 000** ménages par l'accès aux  
**services énergétiques modernes** au Mali



- Développement du secteur privé
- Facilitation du partenariat public-privé
- Appui à l'innovation de technologies



## ENERGIE RENOUVELABLE

Le Mali est l'un des pays dont le taux d'électrification est le plus bas au monde, avec une exploitation abusive des ressources ligneuses (bois et charbon de bois). Le secteur des Energies joue un rôle très important dans le développement socio-économique du pays. Le taux d'accès à l'électricité selon les chiffres du Ministère de l'Energie et de l'Eau en 2009, au Mali, est estimé à 18% au niveau national, 59% en milieu urbain et 12% en milieu rural. L'utilisation des technologies d'énergies renouvelables contribue à l'atténuation des émissions des gaz à effet de serre, et accroît la résilience tout en diminuant la vulnérabilité des populations à faire face aux effets néfastes des changements climatiques.

Le programme d'Accès aux Services Energétiques Modernes pour les populations à faible revenu par le renforcement des opérateurs économiques (ASEM) de la SNV Mali, vise à faciliter l'accès aux produits et aux services d'énergies renouvelables aux populations du Mali favorisant ainsi la multiplication des activités économiques. L'approche de la SNV privilégie l'appui aux petites et moyennes entreprises y compris des associations féminines afin de développer leurs entreprises pour la fourniture de services et produits en lien avec les sous-secteurs du solaire, des foyers/fours améliorés et de la valorisation de la biomasse en charbon végétal. L'objectif final étant de faciliter l'accès de ces services et produits à des prix abordables à une majorité de la population pauvre.



*Lampadaire solaire produit par K.Solar.*

## Biomasse

Dans la filière Biomasse qui porte sur la transformation de tige de coton, de résidus de karité et tiges sauvages non comestibles en briquettes/buchettes combustibles pour les besoins de chauffage, bouillage, lavage, séchage, cuisson et pasteurisation. Notre collaboration avec le GIE SOFA a permis à cet opérateur de diversifier ses activités par la production et la commercialisation du charbon végétal. La production devrait débuter en 2013. Toutes les études réalisées avec GIE SOFA (étude de marché, de faisabilité technique et économique et plan d'affaire) nous ont permis d'appuyer une proposition de financement du projet.

## Solaire

Un des bénéficiaires dans le sous-secteur solaire est la Coordination Régionale des Artisans de Sikasso qui est une faitière des artisans à l'échelle régionale. Notre partenariat a conduit au renforcement des capacités de la structure afin de lui permettre d'être capable d'analyser la situation des produits, services et intervenants de la filière énergie solaire dans la région et aussi identifier et prioriser les actions d'appui stratégique pour ses membres. L'analyse de la situation menée à Sikasso a décelé parmi les problèmes le manque de compétences nécessaires pour la maintenance des chauffe-eau solaires importés, d'où la nécessité d'intervenir pour le renforcement des capacités techniques opérationnelles et de management des artisans d'installation et de maintenance. L'action pilote a donc consisté à la remise en état de fonctionnement d'un chauffe-eau solaire importé installé dans le centre de santé communautaire de Finkolo. Les compétences acquises par les artisans formés ont permis aux patients du centre de santé communautaire d'accéder à l'eau chaude suite à la réparation du chauffe-eau solaire. Une seconde intervention a par ailleurs permis à 68 électriciens dont 4 formateurs locaux de bénéficier de formations sur l'installation et la maintenance des systèmes solaires photovoltaïques au niveau des cercles de Sikasso, Koutiala, Yorosso et Kadiolo.

## Foyers améliorés

L'activité majeure du sous-secteur des foyers améliorés a consisté en la mise en œuvre d'un programme pilote de vulgarisation des foyers améliorés en banco de dimensions variées selon les besoins. En partenariat avec l'ONG DIGNAFRIC et l'ONG/VADR, la SNV a entrepris dans 10 villages des communes de Kayes, de Dioila, de Zan Coulibaly, de Ouéléssébougou, de Mandé, de Kéléya et de Banamba, des activités conjointes de formation et d'Information, Education et Communication (IEC) à l'intention des populations et en particulier des femmes et des opérateurs privés intervenant dans le domaine. Le renforcement des capacités des femmes sur la construction des foyers améliorés en banco de type LORENA avait pour but de favoriser la création d'emploi féminin au niveau local, l'augmentation des revenus des apprenants, le développement de l'expertise locale sur la fabrication de ce nouveau type de foyer amélioré et l'amélioration de l'environnement.

Depuis plusieurs années les femmes produisaient des foyers améliorés de type LOUGA en banco dont le rendement thermique varie entre 28 et 30%, avec une économie de bois de 50%. L'intervention de la SNV a porté sur la conception d'un nouveau prototype de foyer amélioré en banco ayant un rendement thermique qui varie entre 40% et 60% et une économie de bois et de charbon de bois de 70%.

200 femmes et 10 hommes formés sur la fabrication du nouveau foyer amélioré, maîtrisent les techniques de fabrication aujourd'hui et sont capables de fournir des services de qualité au sein de leurs différentes communautés. Aussi, 300 ménages ont eu accès aux foyers LORENA à travers les services des femmes qui ont créé 5 nouvelles entreprises féminines dans le domaine des énergies domestiques dans les communes d'intervention.

Le programme a également permis de renforcer les capacités entrepreneuriales et techniques de centaines de petits entrepreneurs en foyers (métallique/céramique) en collaboration avec

UNICAF, une importante faitière de cette filière au Mali. Ce type de foyer est 30% plus efficace en économie d'énergie que les foyers métalliques les plus courants sur le marché. Un suivi évaluation du chiffre d'affaire d'un échantillon de ces entrepreneurs est prévue en 2013 afin de pouvoir mesurer les résultats obtenus (revenus, accès, économie de bois).

La collaboration entre la Direction Nationale de l'Énergie et la SNV a permis la tenue de 2 ateliers nationaux et un atelier régional servant de base de réflexion aux acteurs pour la mise en œuvre d'actions conjointes des sous-secteurs solaire, briquettes et foyers améliorés. Finalement une mailing liste de 400 adresses est actuellement facilitée par la SNV pour l'échange d'informations entre les acteurs du secteur.

### **Illustration 5 : Développer la filière briquettes combustibles**



Bien que la transformation de la biomasse en briquettes soit techniquement faisable et financièrement rentable, leur production est demeurée embryonnaire jusqu'à ce jour. L'expérience passée de deux usines a toutefois permis de montrer que les consommateurs adoptent les briquettes combustibles. Ces expériences ont aussi montré que les unités de production doivent fonctionner avec un souci élevé d'efficacité économique et de gestion rigoureuse. Par conséquent, il est nécessaire que les entrepreneurs accèdent à des services de conseils de qualité et à des services financiers adaptés à leurs besoins.

Le projet briquettes combustibles de la SNV Mali encourage le développement du secteur privé, où des entrepreneurs intéressés à démarrer la production et le commerce des briquettes combustibles sont sélectionnés. Les entrepreneurs sont appuyés par des prestataires de services qui fournissent des analyses, informations et conseils indispensables à la réussite de l'opération. Le projet a collecté également des données sur les coûts de production et sur les marchés.

En mai 2012, le projet a démarré sa phase pilote avec l'appui au GIE Groupe SOFA. Quatre fournisseurs de services conseils ont réalisé les études et analyses nécessaires au démarrage de l'unité de production. Ces études incluent une étude de faisabilité technique, une étude de rentabilité économique, un plan d'affaire, une étude de marché ainsi qu'un plan de marketing et de communication. Elles confirment la rentabilité de l'unité de production et facilitent la recherche des fonds nécessaires à la construction et à la mise en opération de l'unité prévue en janvier 2013.

Les prestataires de services ont formé une équipe qui se réunit chaque mois avec l'entrepreneur et les conseillers SNV. Une dynamique collective de « learning by doing » est ainsi créée, laquelle est animée, cadrée et documentée par des conseillers SNV. Ces derniers appuient également la recherche des ressources financières nécessaires à la réalisation et à la réplique de cette intervention.

Afin de faciliter la concertation et la coordination entre les acteurs de cette filière en développement, un atelier national a été organisé en juin 2012 en partenariat avec la Direction Nationale de l'Energie. Cet atelier a réuni les représentants d'une cinquantaine d'organisations intéressées à promouvoir les briquettes combustibles. Les acteurs ont échangé sur les avancées et les difficultés rencontrées en matière de production de briquettes combustibles. Il s'agit des prémisses à l'émergence d'un cadre permanent d'échange entre les principaux acteurs, qui définira une vision commune et identifiera des actions prioritaires à mettre en œuvre.

# Améliorer les conditions de vie, **sanitaire** et **scolaire** pour plus de **378 000** personnes au Mali



- Facilitation du dialogue multi-acteurs
- Intermédiation pour le financement du service public déconcentré
- Influence des politiques publiques



## EAU, HYGIENE ET ASSAINISSEMENT

Le développement du secteur de l'eau et de l'assainissement constitue l'une des préoccupations majeures des autorités nationales du Mali pour l'amélioration des conditions de vie des populations rurales, semi urbaines et urbaines. Le Mali s'est fixé les cibles de 58% pour l'assainissement et 75% pour l'eau potable pour la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le Développement en 2015. L'atteinte de ces objectifs reste cependant tributaire de plusieurs facteurs dont entre autres une bonne gouvernance du secteur. En effet, la connaissance et l'exercice effectif par les acteurs de leurs rôles et responsabilités, un changement de comportement des communautés et une meilleure fonctionnalité des ouvrages hydrauliques sont autant des conditions pour réaliser les objectifs. Pour contribuer à juguler ces différentes préoccupations et conformément aux priorités définies par les autorités maliennes la SNV a mis en œuvre le programme de Gouvernance Communale Eau et Assainissement. Le programme vise à apporter des réponses durables en s'attaquant aux causes structurelles de la non-durabilité des services à travers une approche multi acteurs de renforcement des capacités des acteurs publics, privés et de la société civile pour des services d'eau potable et d'assainissement de qualité et de façon durable aux populations vulnérables, en particulier les femmes et les enfants.

De par son expérience, la SNV a identifié trois principales causes qui sont à la base du faible taux d'accès à l'assainissement et de la non-durabilité du service de l'eau. Il s'agit de :

- la faiblesse des systèmes de maintenance et de gestion des infrastructures de fourniture de l'eau en milieu rural ;
- la réticence de certaines communautés à changer de comportements non hygiéniques
- la faiblesse du système de suivi évaluation à répondre aux priorités et à se focaliser sur les groupes les plus vulnérables.

Les interventions de la SNV couvrent 3 sous-secteurs :

### Hygiène et assainissement pour tous

Il s'agit de responsabiliser les structures locales et les communautés à la base dans les choix stratégiques et les prises de décision en matière d'identification et de mise en œuvre des actions d'hygiène et d'assainissement. La SNV collabore avec les principaux acteurs du secteur à savoir les collectivités locales, les services techniques, les ONG et les communautés pour la mise en œuvre des approches appropriées telles que l'Assainissement Total Piloté par la Communauté (ATPC), porteuse du changement de comportement en matière des pratiques d'hygiène. Cette approche est l'une des plus adaptées, car il s'agit à travers une simulation, d'amener les populations à auto analyser leurs comportements hygiéniques, à bien établir le lien entre les excréta et certaines maladies courantes, à évaluer leurs dépenses de santé et à déboucher à la prise d'engagements communautaires dans le souci d'améliorer les pratiques hygiéniques actuelles en termes de défécation à l'air libre. Les méthodes participatives de l'ATPC permettent l'appropriation rapide et durable de l'approche par les parties prenantes dont les populations concernées en vue de l'amélioration de leur cadre de vie à travers la fin de défécation à l'air libre.

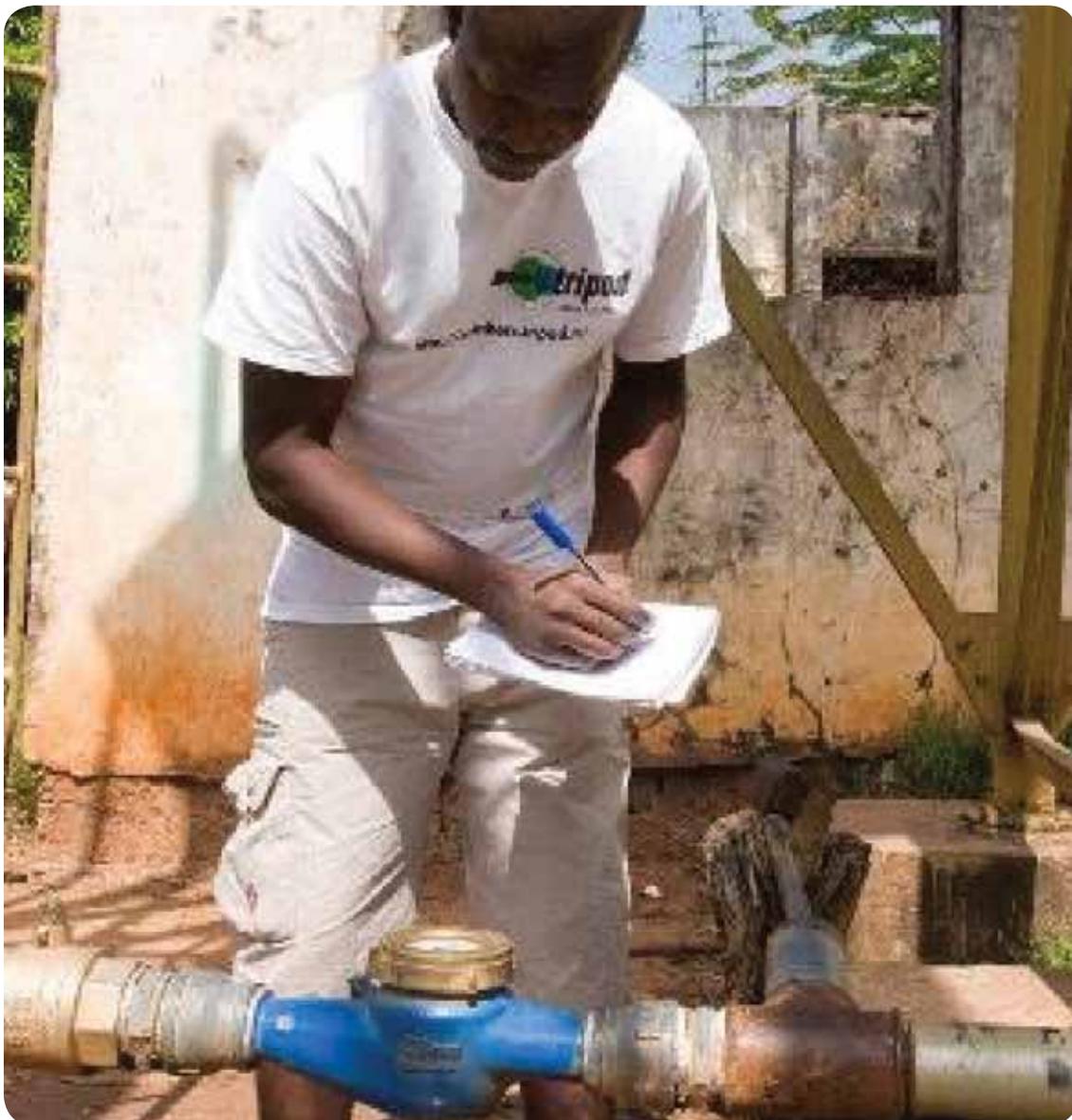
La SNV et l'UNICEF ont établi un partenariat pour la mise en œuvre de l'approche dans 60 villages de la région de Sikasso et pour un suivi post-certification dans 30 autres villages de la région de Koulikoro en 2012. Les actions menées ont résulté en :

- La construction par les populations de 602 latrines et la réhabilitation de 1044 latrines à Sikasso sans appui financier externe
- Le déclenchement de l'approche dans 60 villages dans les cercles de Kolondièba et Kadiolo,
- L'évaluation du niveau d'atteinte de l'état de Fin de Défécation à l'Air Libre (FDAL) dans 39 villages des 5 communes des mêmes cercles

- La certification de 19 villages ayant atteint l'état FDAL: 11 villages dans la commune de Kébila et 8 dans la commune de Misséni.
- Le diagnostic situationnel dans 28 villages certifiés de la région de Koulikoro dans le cadre du suivi post certification
- La dynamisation des dispositifs de suivi post certification dans les 28 villages

## L'eau potable pour tous

Les interventions de ce sous-secteur visent à améliorer la fonctionnalité des points d'eau pour les communautés rurales. Cela passe nécessairement par la réalisation d'un diagnostic sur les ouvrages hydrauliques dans les communes d'intervention, qui à terme facilite la prise de décision du conseil communal, et les communautés villageoises. Il doit aboutir à l'élaboration d'un plan d'accompagnement de la commune qui en est le maître d'ouvrage et dont la mise en œuvre permet la fourniture durable des services d'eau potable à la population. Aussi le résultat de ce diagnostic sur les infrastructures d'hydrauliques permet non seulement l'amélioration des informations sur les ouvrages hydrauliques au niveau des communes cibles, mais aussi à la SNV d'avoir des données de référence pour faciliter la planification future de ces interventions dans ces communes. Pour 2012, l'étude a concerné 131 villages dans 6 communes des régions de Sikasso et Koulikoro.



## Eau, Hygiène et Assainissement à l'école

Afin d'améliorer la santé et les résultats scolaires à travers les bonnes pratiques d'hygiène et d'assainissement en milieu scolaire, la SNV et Unicef ont démarré les échanges en vue d'une convention de partenariat pour la mise en œuvre d'un projet de promotion de l'hygiène en milieu scolaire. D'une durée de 12 mois, le projet démarrera en 2013 dans 6 cercles des régions de Koulikoro et Sikasso à savoir Yorosso, Kadiolo, Koutiala, Dioïla, Kati et Banamba. Le projet contribuera à l'amélioration des conditions sanitaires et des résultats scolaires des enfants dans 137 écoles situées dans 36 communes à travers des activités de promotion de l'hygiène et de l'assainissement en milieu scolaire. La mise en œuvre du projet permettra à 60 739 enfants dont 33 187 garçons et 27 552 filles d'améliorer leurs conditions sanitaires et leurs performances scolaires.

### **Illustration 6 : L'Assainissement Total Piloté par la Communauté au Mali : Quand la compétition entre villages renforce la dynamique communautaire**

En réponse au faible accès des populations rurales à l'assainissement de base, le Gouvernement du Mali a choisi de promouvoir l'Assainissement Total Piloté par la Communauté (ATPC). Cette approche consiste à encourager une communauté à analyser sa situation en matière d'assainissement, ses pratiques en matière de défécation de même que leurs conséquences. L'ATPC suscite une action collective visant l'atteinte de l'état «Fin de la Défécation à l'Air Libre » (FDAL) et le maintien de cet état. Les animateurs jouent un rôle important dans la facilitation du «déclenchement», qui est basé sur la stimulation d'un sentiment collectif de dégoût et de honte parmi les membres de la communauté alors qu'ils sont confrontés à la réalité crue représentée par la défécation massive à l'air libre et le cycle de contamination fécale orale qui contribue à la propagation de maladies. Cette vision incite les villageois à prendre des engagements, c'est-à-dire à déclarer publiquement leur détermination à creuser une ou des latrine(s) et à l'équiper d'un dispositif de lave-mains.



*Remise du certificat FDAL au chef de village Siama*

Unicef et la SNV ont établi un partenariat pour la mise en œuvre d'un projet ATPC. Ce projet, réalisé entre novembre 2011 et octobre 2012, visait le déclenchement de l'ATPC dans 60 villages de la région de Sikasso et le suivi post certification dans 30 villages de la région de Koulikoro. L'ensemble des parties prenantes a été impliqué dans cette intervention, incluant les autorités administratives, les services techniques, les organisations de la société civile et les médias. En février 2012, une formation de cinq jours a permis à une trentaine de participants de comprendre l'approche ATPC et sa finalité, d'analyser les relations de causalité entre défécation à l'air libre et prévalence des maladies diarrhéiques puis de simuler des animations. Suite à cette formation, l'étape du déclenchement a été organisée dans les 15 villages de la commune de Kolondieba. Des délégués villageois ont ensuite été désignés pour participer à l'atelier de restitution et d'élaboration des plans d'action villageois. Cet atelier a permis de mettre les villages en compétition. Un mécanisme original d'animation est alors utilisé qui consiste à galvaniser les délégués villageois au moyen de louanges, d'applaudissements et de musique afin qu'ils fixent des objectifs ambitieux qui permettront à leur village d'atteindre l'état FDAL dans un temps record et surtout qu'ils expriment leur détermination à suivre la réalisation de leurs plans d'action.

Cette intervention a conduit les habitants de 15 villages à prendre 178 engagements. A la fin de ce processus, 14 plans d'actions villageois ont été élaborés sur 15 prévus. Au 30 juin 2012, 113 nouvelles latrines équipées de dispositifs de lave-mains étaient construites et 25 anciennes latrines étaient réhabilitées et équipées. Ce projet a permis de former de nouveaux agents sur l'approche ATPC, lesquels sont désormais en mesure de reproduire ce processus. La responsabilisation des communautés et l'implication des administrations communales dans la maîtrise d'ouvrage ont constitué d'importants facteurs de succès. Pour les communes qui ont peu de moyens financiers, cette approche peut permettre de réaliser des progrès considérables en faveur de l'accès à des services d'assainissement de base.

La stratégie 2011-2015 de la SNV redéfinit ses orientations et ses axes d'intervention afin de mieux s'adapter et mieux répondre aux besoins des populations bénéficiaires. La SNV a donc concentré son travail sur les questions liées à l'alimentation, l'énergie et l'eau – trois énormes défis globaux qui ont un impact fort sur les démunis et sont intimement liés aux changements climatiques. Cependant, nous continuons, là où nous avons pris des engagements préalables dans les secteurs de la santé et du tourisme à apporter notre appui aux gouvernements et structures locales. Ce désengagement responsable permet à la SNV Mali de conduire jusqu'à terme le projet de Financement Basé sur les Résultats dans la santé et celui de la formation professionnelle en Tourisme.

## SANTE

La politique Sectorielle de Santé et de Population adoptée dans les années 90 par le gouvernement malien avait pour objectif majeur la réalisation de la santé pour tous sur un horizon aussi rapproché que possible. Elle fut suivie de la politique de décentralisation qui a permis quant à elle, la mise en place de trois échelons de collectivités territoriales, dotées toutes d'organes délibérants et exécutifs. L'Etat a donc transféré ses compétences et les ressources nécessaires dans certains domaines comme la santé aux collectivités territoriales. Pour faciliter l'exercice réel des compétences transférées, la SNV et l'Institut Royale des Tropiques (KIT) en collaboration avec le ministère de la santé et ses démembrés, ont développé à travers une démarche multi-acteurs des outils et approches, dans le district sanitaire de Dioïla région de Koulikoro. Ces outils ont permis la mise en place et le renforcement du partenariat entre les 3 acteurs clés du système de santé du Mali : l'Etat, les collectivités et les associations de santé communautaires.

Malgré une bonne extension de la couverture sanitaire et ce partenariat multi-acteurs, les performances sont restées en deçà des attentes. Pour une meilleure mise en œuvre des Conventions d'Assistance Mutuelle, il est apparu important de procéder entre les acteurs clés à une contractualisation ciblée sur les résultats d'où la mise en œuvre du Financement Basé sur les Résultats.

Le Financement Basé sur les Résultats (FBR) est une stratégie de financement de services de santé qui vise à augmenter la quantité et la qualité des soins de santé fournis à la population dans le respect des normes et procédures à travers "l'achat des soins". Cet achat des soins est effectué sur la base d'un contrat entre une partie qui achète (acheteur) et une partie qui vend les soins (prestataire). Les normes sont contrôlées par le régulateur. Les fonds issus de cet achat sont utilisés pour financer les stratégies visant à l'amélioration de la quantité et de la qualité des soins offerts à la population et pour motiver le personnel à travers le paiement des résultats. Le projet de 18 mois mis en œuvre par le KIT et la SNV dans les districts sanitaires de Dioïla, Fana et Banamba, vise à contribuer au développement d'un système de santé performant à travers une approche FBR adaptée au contexte du Mali.

Le projet a atteint des résultats notables au cours de l'année dernière :

- Développement de l'ensemble des outils de mise en œuvre du Financement Basé sur les Résultats au niveau des centres de santé communautaire (plan de résultats, contrat de résultats, Système d'Information Essentielle pour la Commune-2, fiches d'engagement et grille d'évaluation du personnel des centres de santé, manuel de procédures, etc.) ;
- Lancement réussi du projet pilote sous la présidence du Directeur Nationale de la santé en présence des acteurs des 3 districts sanitaires concernés ;
- 7 centres de santé communautaire ont produit des plans de résultats trimestriels et signé des contrats avec leurs mairies ;
- Les 7 CSCOM ont mobilisé un montant de 6 800 775 F CFA pour faire face aux OMD santé à l'échelle de la commune et couvrir les besoins sanitaires de 120 763 habitants dont 61 589 femmes;
- Disponibilité d'un budget trimestriel qui mérite d'être affiner en plan de trésorerie mensuel pour le suivi de l'utilisation des fonds ;
- Le respect des engagements entre l'ASACO et le personnel (48) par l'octroi des primes de motivation (2 720 310 F CFA).
- Plus de 100 personnes à tous les niveaux du système de santé ont bénéficié du renforcement de leur capacité sur l'approche et les outils du Financement Basé sur les Résultats ;

Le modèle FBR malien est en marche avec ses spécificités en cours d'expérimentation: effectivité du Cadre institutionnel, renforcement du partenariat entre les différents acteurs au niveau communal; effectivité et efficacité du dispositif de vérification et de contre vérification des résultats; amélioration de la motivation du personnel susceptible d'induire l'amélioration des indicateurs clés du Programme de Développement Sanitaire et Social. A partir des nombreux acquis enregistrés, l'espoir est permis dans l'amélioration non seulement de la quantité et qualité des soins mais surtout de celle du système de santé du district (qualité et fiabilité des données collectées).

## **Illustration 7 : Contribution du Financement Basé sur les Résultats à la bonne gouvernance des centres de santé communautaire**

Mandatés par le Ministère de la Santé du Mali sous financement de l'ambassade du Royaume des Pays-Bas pour conduire le programme pilote de l'approche du Financement Basé sur les Résultats (FBR), la SNV et l'Institut Royal des Tropiques (KIT) ont démarré les activités dans 26 centres de santé communautaire (CSCOM) et 3 centres de santé de référence dans les districts sanitaires de Dioïla, Fana et Banamba en Février 2012.

Cette phase pilote vise à définir les modalités pratiques de mise en place de l'approche FBR adaptée au système de santé du Mali en testant le cadre institutionnel, les procédures et les outils. Elle permettra également d'opérationnaliser une approche innovatrice qui inclut un mix d'interventions efficaces pour réduire la mortalité maternelle, tout en améliorant l'offre des soins et la demande. L'atteinte des résultats escomptés du FBR passe nécessairement par la bonne gouvernance des acteurs en matière de planification, suivi-évaluation, gestion financière et la prise de décision. Il s'agit d'aborder ici la contribution du financement basé sur les résultats en matière de bonne gouvernance au sein des centres de santé communautaire et les associations de santé communautaire.

L'analyse de la situation a relevé plusieurs insuffisances au niveau des CSCOM dont notamment l'élaboration non-participative du micro plan annuel ; la non-fonctionnalité des organes chargés du suivi-évaluation des résultats techniques; l'absence de plan de trésorerie mensuel ou trimestriel des recettes et des dépenses et enfin la situation déficitaire des CSCOM car les recettes ne couvraient plus l'ensemble des dépenses de fonctionnement.

A travers un processus participatif de renforcement des capacités des principaux acteurs à travers des sessions de formation, d'appui conseil de proximité, de coaching individualisé et de développement des outils de planification, de suivi-évaluation et de prise de décision, les résultats suivants ont été obtenus :

- 7 CSCOM ont mis en œuvre le cycle complet du processus FBR à savoir la phase d'engagement (plan et contrat de résultats), la phase de mise en œuvre du contrat de résultats et la phase de vérification et d'achat des résultats.
- 100 responsables d'associations de santé communautaire, de centres de santé communautaire et d'élus communaux ont été formés en analyse d'information sanitaire, en planification et budgétisation, en suivi-évaluation et en contractualisation.
- Les 7 CSCOM ont mobilisé pour la première fois durant un trimestre un montant de 6 800 775 F CFA pour faire face aux Objectifs du Millénaire pour le Développement en santé à l'échelle de la commune.

## LE PROGRAMME DE FORMATION PROFESSIONNELLE EN TOURISME



Le programme de formation professionnelle en tourisme ou High Impact Tourism Training (HITT) est financé par l'Union Européenne dans 7 pays d'intervention de la SNV. Il vise à accroître les revenus des travailleurs de l'économie informelle grâce à la formation professionnelle principalement dans le domaine du tourisme. D'une durée de 3 ans, il a débuté en janvier 2011 et s'articule en trois phases :

**Phase I (2011) :** analyse de la situation

**Phase II (2012) :** développement des outils de formation et démarrage des formations

**Phase III (2013) :** déploiement des formations et capitalisation.

Le pilotage exécutif du programme au Mali, est réalisé par la SNV et le Centre Aoua Keita. Par ailleurs, un comité de pilotage, présidé par le Ministère de l'Artisanat et du Tourisme, regroupant autant d'acteurs publics que privés du secteur, coordonne les activités.



*Remise du certificat d'anglais par le ministre du tourisme à un participant.*

La phase I a permis de réaliser l'analyse de la situation des besoins en formation professionnelle dans le secteur du tourisme, au niveau national et dans les trois destinations sélectionnées (régions de Mopti et Kayes et District de Bamako), afin de prioriser le développement de formations pour les métiers suivants :

- Cuisiniers : mise en valeur des mets traditionnels maliens
- Gestionnaires de petits campements
- Guides : anglais pour guides de tourisme
- Organiseurs de festivals culturels
- Agents d'assainissement : récupération et valorisation des déchets

Lors de la phase II en 2012, 3 curricula ont été développés pour les formations en valorisation des mets locaux, la récupération et valorisation des déchets, et aussi l'anglais pour les guides touristiques. Le programme a reçu les encouragements des autorités du pays pour son assiduité dans la poursuite des activités face au contexte de crise connu par le pays et spécifiquement par le secteur du tourisme.

Au total 542 apprenants se sont professionnalisés en améliorant leurs connaissances et les résultats suivants ont été obtenus :

- 3 curricula finalisés, en cours de validation par la Direction Nationale de la Formation Professionnelle
- 205 apprenants formés en cuisine
- 276 personnes formées en assainissement
- 61 professionnels de tourisme formés en anglais touristique
- 12 formateurs de Kayes et de Bamako formés en andragogie et sur leurs modules respectifs
- 5 instituts de formation formés en développement et financement de formation continue en lien avec le secteur privé
- 5 instituts de formation sensibilisés aux méthodes de suivi évaluation du HITT (adaptées au Mali)

## Illustration 8 :

### Tourisme : FORMATION SUR LES METS TRADITIONNELS

**D**e par sa diversité culturelle, notre pays a toujours été une destination prisée en matière de tourisme. Toute chose qui justifie la présence de nombreux hôtels, restaurants et autres gargotes dans la capitale.

Dans le cadre de la mise en œuvre de ses activités dans le domaine de la formation professionnelle, l'Organisation néerlandaise de développement, SNV à travers son Programme HITT (High impact tourism training for the informal sector), en tandem avec le Centre Aoua Kéïta, a organisé la semaine dernière une session de formation à destination des apprenants, cuisiniers et restauratrices.

Financée par l'Union européenne, la session de formation s'est tenue au Centre Aoua Kéïta. Elle a concerné une quarantaine d'apprenants, cuisiniers et restauratrices de la capitale.

A travers cette formation, les initiateurs entendent renforcer les compétences des participants à travers des modules tels les différentes techniques culinaires, particulièrement la mise en valeur des mets traditionnels locaux ; les méthodes de conservation des aliments et autres produits en conserve ; l'hygiène, l'accueil des clients. Les participants ont également bénéficié d'une large information en marketing et fidélisation des clients.

La présidente de l'Association des restaurateurs de la Commune III, Mme Diarra Tenin Camara, a salué cette initiative, première du genre, qui aura permis aux participants d'améliorer leurs connaissances culinaires. Elle a souhaité que la session soit pérenne et étendue à d'autres secteurs.

A la fin de la session, les partici-

pants ont montré leur satisfaction pour la formation reçue. Ce cadre du donner et du recevoir, a été pour eux une source de partage d'expériences d'amélioration de leurs compétences culinaires.

Le Programme HITT qui s'étendra jusqu'en 2013 vise à contribuer à la croissance économique durable en faveur de certains pays en développement (Benin, Mali, Ghana; Mozambique, Cambodge, Népal et Vietnam). Il s'agit de l'élaboration et la mise en œuvre d'une approche intégrée du secteur du tourisme axée sur la formation professionnelle pour les acteurs de l'économie informelle. A travers ses activités, le Programme HITT entend renforcer les compétences de 1200 personnes peu ou semi-qualifiées du secteur informel des pays cibles, afin de leur permettre de trouver un emploi formel.

Il s'agira aussi de mettre en œuvre des actions facilitant l'accès des groupes cibles à des formations professionnelles tournées vers le marché. Il s'agit également de faciliter les liens directs avec l'industrie touristique en vue de maximiser les possibilités de production, d'entreprises, de revenus et d'emplois pour les bénéficiaires. La phase I du Programme HITT a été exécutée en 2011. Elle a permis de réaliser l'analyse de la situation du tourisme, l'évaluation et la priorisation des besoins de formation au niveau national et dans les trois destinations sélectionnées (Kayes, Mopti et District de Bamako). L'année 2012 du programme est consacrée au développement des curricula et à la mise en place des formations. Le principal enjeu consistera à produire des formations de qualité qui permettront aux apprenants d'améliorer leurs revenus.

**L'ESSOR Quotidien**

**Aïssata TRAORÉ**

**MARDI 24 JUILLET 2012**

## SITUATION FINANCIERE 2012

<b>SITUATION BUDGÉTAIRE</b>	<b>Montants en Euros (€)</b>
Dépenses d'investissement :	56 105
Dépenses de fonctionnement :	2 635 952
Dépenses d'administration :	792 161
<b>SITUATION DES COMPTES : RECETTES/PROJET</b>	
Solde créditeur d'entrée (solde de l'exercice écoulé) :	3 386 862
Dépenses de l'exercice :	3 484 218
<b>SOLDE FINAL (RECETTES - DÉPENSES) DE L'EXERCICE</b>	
TOTAL SOLDE FINAL :	-97 356
<b>SITUATION DES EXONÉRATIONS PAR PROJET :</b>	
Liste des exonérations obtenues :	RAS en 2012
Destination des exonérations obtenues :	RAS en 2012
Provenance des matières exonérées :	RAS en 2012
<b>SITUATION FISCALE :</b>	
Impôts et taxes dus :	158 546
Cotisations dues :	132 565
Autres contributions :	RAS
Audit comptable réalisé par:	PWC



# SNV

Organisation Néerlandaise de Développement  
Rue 17 Porte 305 Badalabougou Est,  
BP 2220, Bamako - Mali  
Tél. : +223 20 23 33 47 / 48  
Fax : +223 20 23 10 84

SNV Sikasso  
Bureau de Sikasso  
Wayerma I  
Rue 72 Porte 106  
T +223 21 62 27 15

email : [mali@snvworld.org](mailto:mali@snvworld.org)  
[www.snvworld.org](http://www.snvworld.org)



**SMART**  
DEVELOPMENT  
**WORKS**